

Master DROIT PUBLIC

M1 Droit public - Juriste conseil de l'action publique M2 Droit public - Juriste conseil de l'action publique

Présentation

La première année de master offre un approfondissement et un enrichissement des connaissances en droit public général, permettant néanmoins aux étudiants d'amorcer une spécialisation (marchés publics, environnement, urbanisme, politiques publiques ...) par le choix effectué dans le cadre des UE « Pratique d'intégration professionnelle ».

La seconde année de master approfondit la formation juridique des étudiants en droit de l'action publique. Cette spécialisation permet l'acquisition des outils nécessaires à l'appréhension des risques juridiques rencontrés lors de la mise en œuvre des différentes actions publiques initiées par les administrations (État, collectivités territoriales et établissements publics). En effet, en raison du développement de la décentralisation, de la déconcentration et l'internationalisation des politiques publiques, celles-ci sont confrontées à une multiplication de situations inédites. Les services sont ainsi de plus en plus nombreux à se doter d'un département juridique interne ou à faire appel à des cabinets d'avocats.

Secteurs d'activité - Métiers visés par la formation

Les étudiants diplômés du Master 2 Juriste conseil de l'action publique disposent des compétences requises pour travailler dans les services juridiques et administratifs des collectivités territoriales ou d'une administration d'État (accès par concours ou recrutement contractuel), dans les établissements publics, les entreprises, les cabinets d'avocats.

Ces juristes apportent une expertise juridique. Ils apprécient les risques juridiques dans le cadre de leurs activités. Ils accompagnent les différents services gestionnaires en leur fournissant un conseil, en amont des décisions. Ils traduisent et expliquent les solutions juridiques envisageables en proposant des montages juridiques cohérents. Ils assurent une veille juridique. Ils avertissent et informent les différents services des évolutions jurisprudentielles et textuelles. Ils réalisent un audit juridique en observant les actions pratiquées dans un service ou une direction et en proposant des solutions d'évolution et de changement. Enfin, ils proposent des solutions en cas de litige.

Les principaux débouchés professionnels sont :

- Juriste au sein des services administratifs (concours de la fonction publique ou recrutement contractuel) généraliste ou spécialisé dans un ou plusieurs domaines (urbanisme, marchés publics, environnement, finances publiques...). Ce professionnel travaille dans :
 - o les services juridiques et administratifs d'une collectivité territoriale,
 - o les services juridiques et administratifs d'une administration d'État,
 - o les établissements publics, les sociétés d'économie mixte, les associations...
- Juriste au sein des entreprises partenaires des diverses politiques publiques ;
- Avocat spécialisé en droit public.

Compétences spécifiques visées

Les étudiants diplômés du Master 2 Juriste conseil de l'action publique ont acquis les compétences pour :

- Comprendre, analyser et tirer des enseignements des décisions de justice, des lois, des règlements, des textes européens ;
- Conseiller les élus et responsables de services sur les questions juridiques ;
- Réaliser une veille juridique et informer les différents services des évolutions juridiques ;
- Rédiger des actes juridiques (actes administratifs unilatéraux et contrats) ;
- Prévenir les litiges éventuels dans la gestion administrative ;
- Gérer les différentes phases contentieuses ;
- Proposer des solutions en cas de litiges.

Conditions d'admission

L'admission est prononcée par le Doyen de l'établissement, sur proposition d'une commission après examen du dossier de candidature éventuellement complété par des auditions.

► Lieu de formation

UFR DSEG
Faculté de Droit
Campus de Tohannic
BP 573
56017 Vannes Cedex

► Que deviennent nos étudiants ?

100% d'insertion
100% d'adéquation emploi/formation
Source : Enquête OIP 2016 (promotion 2014)

► Orientation et insertion

Tél. : 02 97 01 27 00
<http://www.univ-ubs.fr/suiqip>

► Formation continue

Tél. : 02 97 01 72 81

► Échanges internationaux

Tél. : 02 97 01 70 24

► Restauration et hébergement

CROUS Vannes
Tél. : 02 97 46 90 90

► Maison des étudiants (MDE)

Tél. : 02 97 01 03 39
UFR DSEG
Campus de Tohannic - Vannes
mde.vannes@crous-rennes.fr

► Activités sportives universitaires

Tél. : 02 97 01 72 71

Master DROIT PUBLIC

- ▶ M1 Droit public - Juriste conseil de l'action publique
- ▶ M2 Droit public - Juriste conseil de l'action publique

M1 Juriste conseil de l'action publique

Semestre 1 - M1 30 crédits

- UE1 - Droit de l'organisation de l'État*
CM + TD
- UE2 - Droit de l'action sanitaire et sociale*
CM + TD
- UE3 - Enjeux nationaux, européens et internationaux*
Protection internationale et européenne des droits fondamentaux
Politiques de l'Union européenne
- UE4 - Enjeux économiques et financiers*
Droit public des affaires
Finances publiques approfondies
- UE5 - Pratiques d'intégration professionnelle*
Projet tuteuré ou mémoire de recherche ou stage
- UE6 - Communication professionnelle*
Langue (anglais ou espagnol)
Stratégie de recherche documentaire et ressources électroniques
Techniques de communication professionnelle

Semestre 2 - M1 30 crédits

- UE1 - Droit de l'urbanisme*
CM + TD
- UE2 - Droit de la commande publique*
CM + TD
- UE3 - Environnement et littoral*
Droit de l'environnement
Droit du littoral
- UE4 - Aspects contentieux*
Contentieux administratif approfondi
Contentieux constitutionnel
- UE5 - Pratiques d'intégration professionnelle*
Stage et mémoire professionnel
- UE6 - Communication professionnelle*
Langue (anglais ou espagnol)
Préparation aux concours (note de synthèse, note administrative, exposé-discussion, conférences d'actualité)

M2 Juriste conseil de l'action publique

Semestre 3 - M2 30 crédits

- UE 1 - Contentieux public général*
Contentieux administratif approfondi
Contentieux constitutionnel approfondi
- UE 2 - Action économique et sociale*
Droit de l'action économique
Finances publiques opérationnelles
Droit de l'action sociale des administrations publiques
- UE 3 - Enjeux nationaux, européens et internationaux*
Enjeux nationaux de la décentralisation
Droit de l'Union européenne applicable aux collectivités territoriales
Action internationale des collectivités territoriales
Organisation administrative déconcentrée
- UE 4 - Actes juridiques*
Technique de rédaction des actes administratifs
Contentieux contractuel
Contrats publics spéciaux
- UE 5 - Pratiques d'intégration professionnelle*
Projet tuteuré ou mémoire de recherche ou stage
- UE 6 - Communication professionnelle*
Langue (anglais ou espagnol)
Stratégie de recherche documentaire et ressources électroniques

Semestre 4 - M2 30 crédits

- UE 1 - Gouvernance de l'action publique*
Fonctionnement des structures publiques
Statut des décideurs publics
Gestion des données
- UE 2 - Droit des ressources humaines*
Droit de la fonction publique
Responsabilité pénale dans les administrations publiques
Responsabilité administrative
- UE 3 - Urbanisme, aménagement et biens publics*
Contentieux de l'urbanisme
Aménagement
Droit des propriétés publiques
- UE 4 - Module recrutement*
Préparation concours, conférences d'actualité, simulations d'entretien, langues (anglais)
- UE 5 et 6 - Pratiques d'intégration professionnelle*
Stage et mémoire professionnel

Spécificités de la formation

- Formation pratique tournée vers l'insertion professionnelle :

- Stage obligatoire de longue durée (8 à 10 semaines en M1, 13 à 20 semaines en M2)
- Préparation concours
- Simulations d'entretien
- Projet tuteuré
- Accessible en formation continue

- Formation juridique de haut niveau dans le domaine du droit public

- Enseignements assurés par une équipe spécialisée, associant universitaires et praticiens (magistrats administratifs, avocats publicistes, cadres territoriaux)

Directeurs d'études

- M1 : M. Vincent Boyer, Maître de conférences en droit public
M2 : M. Éric Péchillon, Professeur de droit public